

# À LA RECHERCHE DU TEMPS PERDU

Le président de la Fedil regrette une certaine inertie de la part du gouvernement et de son Premier ministre Jean-Claude Juncker qui ont fait perdre au pays, face à la crise, un temps précieux.

TEXTE JEAN-MICHEL GAUDRON PHOTO DAVID LAURENT/WIDE

**E**ntrepreneur et propriétaire, depuis 2010, des deux tiers du capital de la société Chaux de Contern, suite à une opération de *management buyout* menée avec la SNCI, Robert Dennewald est également président de la Fédération des industriels depuis 2006. Une position de laquelle il a pu observer, de très près, l'inexorable dégradation de la situation économique et sociale du pays. L'occasion pour lui de se faire entendre, généralement en râlant, ce qui constitue une marque de fabrique du personnage, «*et qui me permet aussi de libérer un peu de vapeur*», reconnaît-il.

De son propre aveu, l'incapacité du gouvernement à réagir devant cette situation le «*perturbe énormément. J'avais cru qu'avec le temps, des choses se mettraient en place. Mais tout ce que l'on a vu, ce sont des réformes en demi-teinte*», regrette-t-il, reprochant notamment au Premier ministre Jean-Claude Juncker de ne pas prendre davantage les choses en mains. «*Nous avons la chance d'avoir un homme politique extrêmement populaire, qui sait convaincre les gens et mobiliser les foules. Je suis persuadé que s'il se mettait devant les Luxembourgeois, en leur disant la vérité et leur demandant de se serrer la ceinture pour sauver le pays, il en sortirait grandi et il rentrerait dans l'Histoire du Luxembourg comme un vrai homme d'État. En plus, je suis sûr qu'il trouverait un soutien même dans les partis d'opposition s'il allait au bout des choses.*»

## Des portes à ouvrir

Au lieu de cela, le président de la Fedil regrette «*le temps précieux qui est perdu*» et toutes ces chances qui auront été loupées d'ici à l'été 2014, date à laquelle il est prévu que la prochaine équipe gouvernementale prenne les rênes du pays. «*Ce ne sera pas une partie de plaisir*», prédit-il. Sur le

terrain, les industriels le savent déjà. Ce sont eux qui sont aux premières loges lorsque la conjoncture économique est défavorable. «*Lorsque le prix des matières premières augmente, que la compétitivité baisse en raison de la hausse exorbitante des salaires, nous sommes les premiers à prendre des claques.*» Surtout que dans le même temps, c'est le marasme sur le front des financements bancaires, ce qui pousse les entreprises, d'elles-mêmes, à être extrêmement prudentes, à rentrer la tête dans les épaules et faire le dos rond et à soigner leur trésorerie, plutôt que de se lancer dans des investissements qui leur seraient profitables. «*On s'engage en quelque sorte dans une spirale un peu infernale, car ce manque d'investissement a des répercussions sur d'autres secteurs d'activité*», note M. Dennewald.

Et encore le Luxembourg n'a-t-il pas trop à se plaindre comparé à ses plus proches voisins du Luxembourg belge ou de Lorraine. Sous sa casquette de président du conseil d'administration du fonds transfrontalier de développement Eurefi, il constate au quotidien combien la situation du Grand-Duché est pour le moins enviable, portée par la manne venant du secteur financier. «*Sans cela, nous serions probablement dans la même situation que ces deux régions, qui ont souvent moins de facilités que nous dans pas mal de choses. Il est toujours bon de se remettre ça en tête. Surtout si c'est dans cette situation que l'on se retrouve dans cinq ans au Luxembourg!*»

Dans le même temps, le dialogue social, meurtri, tarde à se remettre des deux échecs consécutifs vécus par la Tripartite en 2010 et 2011. Et la radicalisation des discours observée depuis n'enchantent guère le président de la Fedil. «*Le Luxembourg est coincé entre deux pays qui ont des approches radicalement opposées en la matière*, observe-t-il. *Il y a les Français, dont le dialogue social est axé sur la confrontation, et les Allemands, plus consensuels. C'est, d'ailleurs, une des raisons pour laquelle l'Alle-*

*magne réussit mieux, car les échanges y sont plus rationnels et sont vraiment orientés de telle façon qu'ils arrivent à concilier en même temps les intérêts patronaux et des salariés... C'est évidemment plus intelligent. J'ai toujours espéré que nous allions, ici, dans cette direction, ce qui a longtemps été le cas. Mais depuis peu, je sens que l'on va dans l'autre sens. Les réflexions en cours sur la réforme du droit du travail en matière de représentativité des syndicats, avec la réduction de seuils, en est un exemple. Il faut vraiment faire attention à ne pas arriver à se baser sur des standards français en la matière.*»

Pas de quoi, pour autant, céder à cette sinistrose extrême que le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Étienne Schneider, a récemment reprochée à la Fedil. Même si le tableau est sombre aux yeux du président de la Fedil, il y a quelques petites touches de couleur qui ne sont pas à négliger. Outre la continuation de la politique de diversification, «*que l'on doit à un ministre qui a quitté le gouvernement (Jeannot Krecké, ndlr.) et qui était un visionnaire*», il se réjouit, également, de la création d'un haut comité pour le développement de l'industrie, auquel le ministre de l'Économie est en train de mettre la dernière main. «*Nous allons prendre notre destin en mains et nous espérons bien faire bouger certaines choses.*»

C'est animé de ce même état d'esprit que Robert Dennewald soutient activement toute initiative susceptible de contribuer au développement de l'esprit d'entreprise. Président de l'asbl Business Initiative, qui a créé les parcours d'affaires 1,2,3,Go et, tout dernièrement, 1,2,3,Go Social, il a également, dans ses cartons, la création d'un vaste hall industriel sur une partie du terrain de 7 ha appartenant à Chaux de Contern. Il est sur le point de recevoir enfin, après plus de 10 ans de procédures, les autorisations nécessaires. L'idée est de mettre à disposition d'industriels désireux de s'établir au Luxembourg des infrastructures techniques et de gestion mutualisées. «*Il était important que ce terrain reste dans le patrimoine du groupe, pour les générations futures, et que nous puissions y mettre à disposition de telles installations pour accompagner des projets de développement. C'est mon côté philanthrope.*»

D'expérience, Robert Dennewald sait très bien qu'il y a toujours des opportunités à saisir en toutes circonstances. Il se rappelle très bien une phrase entendue aux moments les plus difficiles de l'opération de MBO qu'il a menée à bien en 2010: «*Quand le bon Dieu vous ferme une porte, au même moment, il vous en ouvre 10 autres. Il faut seulement les trouver.*» L'essentiel étant alors qu'elles ne se referment pas brutalement sur le nez... ❧